



Solutions locales p. 4 et 5

Quoi qu'en dise le président de Région, les missions locales sont utiles. Mais insérer les jeunes reste difficile.

Une page se tourne p. 9

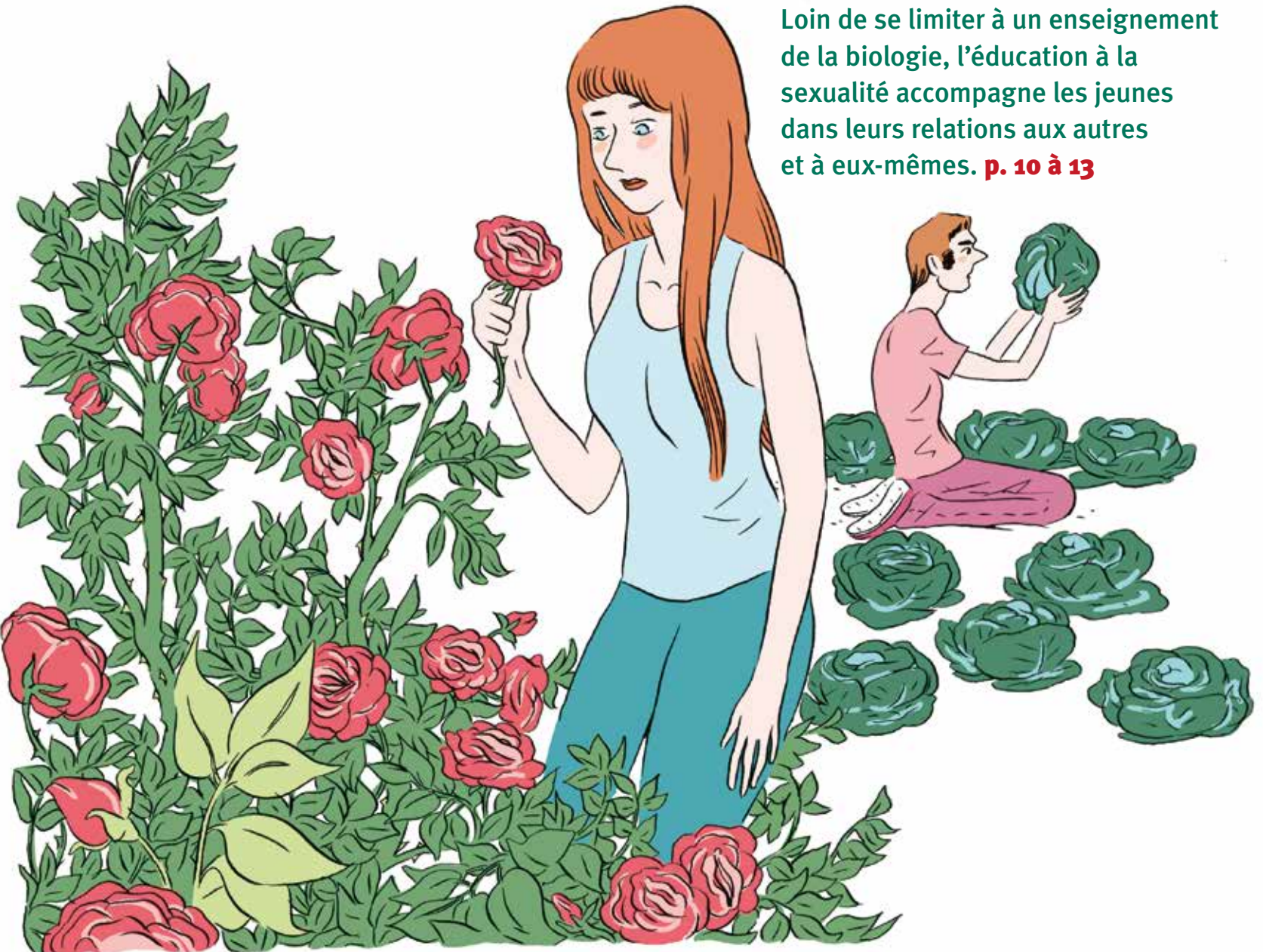
La bibliothèque Louis-Aragon a ouvert ses portes le 28 février. Inauguration le 24 mars pendant la Fête du Sud.

Mai 68 s'affiche p. 18 et 19

Cinquante ans après, un syndicaliste et un étudiant des Beaux-Arts commentent les affiches de Mai 68.

La face cachée des roses et des choux

Loin de se limiter à un enseignement de la biologie, l'éducation à la sexualité accompagne les jeunes dans leurs relations aux autres et à eux-mêmes. **p. 10 à 13**



En images

CONSERVATOIRE

Love, love, love

Mercredi 21 février, le conservatoire de musique et de danse de la Ville a convié les grands et les petits à participer à un flashmob dans le square de l'espace Georges-Déziré. Bravant les frimas de l'hiver, les participant-e-s ont présenté une chorégraphie bâtie sur les accords entraînants de Kool and the gang. De quoi réchauffer les cœurs en faisant passer un message de paix et de partage.



PHOTO : J.L.



SPORT

En pleine forme

Jeudi 22 février, dès 18 heures, le service des sports de la Ville organisait la deuxième édition du Bootcamp stéphanois qui s'est déroulé intégralement en plein air et par une météo clémente au sein du parc omnisports Youri-Gagarine. Pour l'occasion, une centaine de personnes avaient répondu présent pour participer à des ateliers destinés à stimuler le cardio et au renforcement musculaire, dans l'effort et la bonne humeur. Un succès qui devrait en appeler un autre, le temps de reprendre son souffle.

HORIZONS 15-25

Futsal : l'après Euro stéphanois

Un groupe de jeunes du dispositif Horizons 11-25 a participé à une activité de futsal (foot en salle) organisée par le Périph' au gymnase Jean-Macé pendant les vacances scolaires. Après la victoire du Portugal à l'Euro de futsal le 11 février dernier en Slovaquie, les jeunes Stéphanois relèveront-ils le défi lors la prochaine compétition prévue en 2022 ?



HABITAT

Place nette

Pris en charge par ICF Atlantique, les travaux de démolition de 29 pavillons de la Cité des Familles s'achèvent entre la rue des Coquelicots et la rue des Bleuets. Cette opération permettra de libérer un potentiel foncier capable d'accueillir 85 nouveaux logements en locatif social. La préparation du chantier est prévue en mai 2018 avec un démarrage effectif des travaux en septembre 2018.



CINÉ-DÉBAT

Joli mois de mai

À l'occasion du cinquantenaire de Mai 68 (lire également p. 18-19), les centres socioculturels organisent à l'espace Georges-Déziré, mercredi 4 avril à partir de 18 h 30, un ciné-débat sur ce que l'on a appelé « les événements » du printemps 1968. Après la projection du film *Un si joli mois de Mai* (52 minutes), et une pause restauration, les invités, Jacky Maussion, président de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, et Ludivine Bantigny, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université de Rouen et auteure de *De grands soirs en petits matins* (Le Seuil, 2018), débattront avec le public.

PRATIQUE Réservation conseillée au 02 35 02 76 90.



À MON AVIS

Le 22 mars : ensemble pour défendre notre service public

Je serai au côté des nombreux manifestants qui défilent le 22 mars pour défendre notre service public auquel nous sommes si attachés. En effet, nous avons besoin au quotidien des agents de la fonction publique, pour nos enfants, pour être soigné, pour être accompagné dans nos démarches administratives, pour s'occuper de nos aînés, pour sécuriser nos quartiers... Les fonctionnaires sont indispensables et attaquer leurs statuts, comme le projette le gouvernement, va avoir pour conséquences de fragiliser leurs missions, pourtant essentielles pour le bien vivre ensemble. Les cheminots seront aussi mobilisés ce jour-là pour s'opposer à la privatisation de la SNCF. Eux aussi ont tout mon soutien. Il n'est plus possible de faire le choix de logiques animées par la rentabilité et le moindre coût qui ne profitent à chaque fois qu'aux plus fortunés et conduit à des dégradations importantes pour nos conditions de vies. Pour ces raisons, la mobilisation est nécessaire et je sais pouvoir compter sur vous.

Joachim Moyse

Maire, conseiller régional



Directeur de la publication :

Jérôme Gosselin. **Directrice de**

l'information et de la communication :

Sandrine Gossent. **Réalisation :** service municipal d'information et de communication.

Tél. : 02 32 95 83 83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly, Émilie Guérard.

Rédaction : Fabrice Chillet, Stéphane Nappes, Laurent Derouet. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert.

Photographes : Éric Bénard (E.B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.)

Illustration : Agnès Maupré. **Distribution :** Benjamin Dutheil. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** ETC 02 35 95 06 00.

SOLIDARITÉ

Mission : sortir de la galère

Aider les jeunes sans diplôme nécessite des outils spécifiques comme les missions locales ou la Mief. Sans ces structures, ces jeunes resteraient peut-être très longtemps « sans solution ».

Les coulisses de l'info

Mi-février, le président de Région, Hervé Morin, déclarait à *Paris-Normandie* : « Les missions locales ne servent à rien. » Deux mois plus tôt, le même Hervé Morin supprimait 450 000 euros au Centre régional d'information jeunesse (Crij). Pourtant, ces dispositifs ont fait leurs preuves auprès des 16-25 ans. Rencontre avec quelques-uns de leurs responsables...

À la Maison pour l'information sur l'emploi et la formation (Mief) stéphanaise, on préfère ne pas commenter les propos d'Hervé Morin (lire « Les coulisses de l'info » ci-contre). Les six agents municipaux et leurs collègues de la mission locale occupent plutôt leur temps à trouver des solutions aux quelque 671 jeunes qui les ont sollicités en 2017, qui pour décrocher un job, qui pour s'informer sur une formation, un financement pour passer le permis de conduire, etc. Il ne faut toutefois pas creuser longtemps pour comprendre que les déclarations du président de Région témoignent d'un manque de connaissance du terrain... « Avec les jeunes, il faut sortir de la logique qui voudrait qu'il y ait d'un côté une liste d'offres d'emploi et, de l'autre, une liste de demandeurs et, qu'au final, la seule problématique serait de faire se rencontrer ces deux listes. » Pour Angela Sy, responsable par intérim de la Mief, la question de l'emploi des 16-25 ans sans diplôme n'est en effet pas si simple

que ça : « Il y a plein de freins individuels à faire sauter et cela peut prendre plusieurs années. »

« Il suffit d'un déclic »

Certains jeunes auraient ainsi « besoin de végéter », dit-elle, l'important étant qu'ils aient le plus tôt possible connaissance des outils à leur disposition afin de s'en saisir dès qu'ils auront pu sortir dudit état végétatif... « Car, ce qui est chouette avec les jeunes par rapport aux adultes, explique Christine Vautier, conseillère de la mission locale basée à la Mief, c'est qu'il suffit parfois d'un déclic pour qu'ils ne soient plus les mêmes. » Cet état un peu étrange, Ahmed* en a fait l'expérience : « On avait beau me tendre la main, rien n'y faisait », se souvient-il. Et puis Ahmed a fini par pousser la porte de la Mief : « On m'a entouré mais le plus gros du boulot, au final, c'est moi qui l'ai fait. Et ce sont les gens de la Mief et de la mission locale qui m'en ont fait prendre conscience. » Ahmed est aujourd'hui titulaire du permis





de conduire d'autocars et a décroché un CDD de cariste chez Renault à Cléon.

Lever les freins

Et lorsque les jeunes « sans solution » ne poussent pas la porte de la Mief, la Ville ne les abandonne pas pour autant. Deux agents municipaux stéphanois visitent à domicile chaque jeune en situation de décrochage scolaire. « Quarante-cinq jeunes "décrocheurs" ont été approchés cette année, précise Carole Maugard, responsable du Point information jeunesse (Pij) de la rue Olivier-Goubert. C'est grâce à ce travail avec la Mief et la mission locale qu'on arrive à toucher un maximum de jeunes. Certains vont galérer un certain temps mais un jour ou l'autre il y a un déclic. »

Lever les freins, donner de l'info, orienter sur les bons outils, telles sont donc les missions des agents qui œuvrent sur le terrain auprès des 16-25 ans. Les « résultats » restent difficiles à quantifier mais ce travail pose une question de taille, comme le pointe

Benoît Vannier, le responsable du Crij : « *Est-ce que notre société veut encore permettre aux jeunes de faire ce qu'ils ont envie de faire, de s'émanciper, de mener à bien leurs projets, ou veut-on les orienter dans des circuits tout tracés en fonction de leurs origines sociales ?* » La question est posée. ■

▲ La Maison pour l'information, l'emploi et la formation (Mief), située rue du Jura, n'est pas réservée aux seuls 16-25 ans mais elle constitue un outil de première ligne pour aider les jeunes Stéphanois à s'insérer.

PHOTO : L. S.

* Le prénom a été modifié.

INTERVIEW

« Aller au-devant des jeunes décrocheurs »

Sonia David est coordinatrice de la plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs (Psad).

C'est quoi le décrochage scolaire ?

C'est lorsque des jeunes sortent du système scolaire sans solution et sans diplôme autre que le brevet des collèges. Il y a plusieurs formes de décrochage. Cela peut se manifester par des absences injustifiées mais il y a aussi le décrochage silencieux, moins facile à repérer, où le jeune est présent en cours et ne pose pas de problème de discipline. La plupart des établissements scolaires sont toutefois sensibilisés à ce problème. La Ville de Saint-Étienne-du-Rouvray est particulièrement active dans ce domaine, avec deux agents spécialement dédiés à cette problématique. Il y a aussi des actions avec l'Aspic (Association stéphanoise de prévention collective et individuelle, ndlr) et des dispositifs internes à l'Éducation nationale pour maintenir le jeune en tant qu'élève. Mais pour ceux qui sortent du système scolaire nous avons la Psad...

C'est quoi la Psad ?

C'est un outil qui nous permet d'avoir une approche locale plus fine pour aller au-devant des jeunes décrocheurs. La « plateforme de suivi et d'appui aux décrocheurs » (Psad) rapproche les acteurs de terrain comme les missions locales, les centres d'information et d'orientation (CIO), ou comme le Point information jeunesse (PIJ) à Saint-Étienne-du-Rouvray. La Ville a d'ailleurs été le premier partenaire du grand Rouen à signer la convention Psad, en 2013. Une liste de ces jeunes est par exemple éditée deux fois par an. Elle nous permet de rentrer directement en contact avec ceux qui n'ont entamé aucune démarche. Et pour atteindre cette cible, il n'y a rien de tel que de s'appuyer sur les acteurs de terrain. Mieux repérer ces jeunes permet de réduire leur délai d'errance. Ils ne se saisiront peut-être pas tout de suite de cet outil mais c'est une carte qu'ils conserveront. Plus tard, ils pourront franchir la porte plus facilement.

ÉTÉ 2018

Destination vacances



La Ville publie l'édition 2018 de son guide **Vacances enfants et adolescents avec le souci de proposer des activités et des destinations attrayantes mais aussi de défendre le droit aux vacances.** Un droit fondamental que la Ville entend préserver notamment grâce à la mise en œuvre d'une tarification solidaire et équitable. Ce guide a donc été conçu comme une invitation au dépaysement, une proposition pour sortir de son quotidien, vivre des expériences différentes dans les centres de loisirs ou plus loin, voire beaucoup plus loin. Au programme, pas moins de neuf destinations en France pour les centres de vacances ouverts aux 6-11 ans et aux 12-14 ans. Au chapitre des nouveautés pour 2018, les courts séjours s'installent dans la Manche à Saint-Martin-de-Bréhal, près de Granville. Les 6-13 ans pourront s'initier aux joies du nautisme, de l'équitation et de la découverte des richesses préhistoriques de la région. De leur côté, les adolescents de 15 à 17 ans auront la chance de choisir pour les séjours de vacances entre des destinations en France et le grand bleu en Grèce, une balade entre Rome et Venise, le plein de nature et de culture en Irlande et au Portugal.

INFOS Pré-inscription aux courts séjours jusqu'au 7 avril et pour les séjours de vacances jusqu'au 31 mars. Le guide est disponible dans les accueils municipaux et sur le site de la Ville : saintetiennedurouvray.fr, rubrique « culture, loisirs ».

DÉSINDUSTRIALISATION

SCA-Essity : suite... et fin ?

L'usine de papier d'hygiène Essity (ex-SCA) située sur la zone industrielle pourrait subir un nouveau plan de suppression d'emplois. 124 emplois stéphanois sont menacés.



DÉJÀ FRAPPÉE PAR UN PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI (PSE) EN 2016 (LE STÉPHANOIS N° 218), qui s'était traduit par la suppression de 130 emplois et par la reprise d'une partie de l'activité par le groupe vosgien Le Nappage – sauvant ainsi 70 des emplois alors menacés – l'usine stéphanoise pourrait voir se réaliser le scénario tant redouté par les syndicats : la fermeture pure et simple du site. « *C'est leur stratégie depuis le rachat de l'usine en 2012 [alors Georgia Pacific, NDLR], explique une source syndicale souhaitant rester anonyme, nous ne sommes pas surpris.* »

« Les collègues sont sonnés »

Annoncée vendredi 16 février lors d'un comité central d'entreprise, la procédure d'« information-consultation » devrait déboucher, toujours de source syndicale, sur une fermeture du site avant la fin de l'année. « *Nous nous dirigeons vers un nouveau PSE, assure sans illusions Pascal Vigreux, secrétaire CGT du comité d'entreprise stéphanois. On atteignait pourtant les objectifs fixés. Les collègues sont sonnés, les machines marchent au ralenti.* »

La direction dément néanmoins tout projet de fermeture du site. « *Nous avons entamé*

une procédure d'information-consultation [...] en vue d'optimiser notre dispositif industriel en France et d'améliorer notre compétitivité, assure un chargé de communication du groupe suédois. À ce stade du projet, aucune décision n'a été prise. »

▲ Après avoir perdu la moitié de ses effectifs en 2016, l'usine stéphanoise Essity, spécialisée dans le papier d'hygiène, pourrait fermer avant la fin de l'année.

« Nous resterons très vigilants »

Le directeur des ressources humaines de l'usine Essity stéphanoise a demandé à rencontrer le maire Joachim Moyse et le député Hubert Wulfranc. Un rendez-vous est prévu le 16 mars. « *Nous resterons très vigilants à ce qu'il n'y ait aucun licenciement sec, la sauvegarde de l'emploi est notre priorité, préviennent-ils, nous serons aussi très attentifs au devenir du site.* »

Essity enregistrait fin 2017 un bénéfice net en hausse de 21 % avec 215 millions d'euros. Promettant à ses actionnaires un rendement « supérieur à 15 % », l'entreprise ne semble pas avoir les mêmes attentions pour ses salariés stéphanois.



◀ Le rapport du Conseil d'orientation sur les infrastructures considère que « la seule alternative [au projet de contournement] envisageable serait de ne rien faire, ce qui aurait le mérite de ne pas encourager un trafic routier émetteur de gaz à effet de serre ».

CONTOURNEMENT EST

Du gracieux au juridique

La Ville continue de s'opposer au projet de contournement Est. Elle s'apprête à déposer un recours juridique auprès du Conseil d'État contre la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de cette autoroute.

Le 17 janvier 2018, les Villes de Saint-Étienne-du-Rouvray et d'Oissel-sur-Seine avaient déposé un recours gracieux auprès du Premier ministre, du ministre de la Transition écologique et solidaire et de la ministre des Transports. Il s'agissait alors de marquer une opposition résolue au décret du 14 novembre 2017 déclarant d'utilité publique les travaux de construction du contournement Est de Rouen. Un projet jugé « *anachronique, source de nuisances irréversibles et d'un gâchis financier* », par les maires Joachim Moyse et Stéphane Barré. À ce jour, ce recours est resté sans réponse de la part des membres du gouvernement. Face à ce silence, et plus que jamais déterminées à faire entendre leurs arguments, les deux Villes ont donc décidé de franchir un nouveau palier en s'apprêtant à déposer cette fois-ci un recours juridique auprès du Conseil d'État. Les deux

édiles peuvent s'appuyer aujourd'hui sur de nouveaux éléments.

« Préserver la population locale »

Le rapport sur les mobilités du quotidien, publié en janvier 2018 par le Conseil d'orientation sur les infrastructures (COI), confirme d'abord que ce projet est loin de faire l'unanimité, en particulier dans le champ de l'intégration environnementale. « *Or notre souci reste de préserver la population locale* », insiste Joachim Moyse. Au-delà, la question du financement de l'infrastructure demeure plus que jamais posée pour un investissement établi à 880 millions d'euros mais qui ne prend pas en compte les aménagements nécessaires pour préserver la population des nuisances sonores et de la pollution. Elisabeth Borne, ministre chargée des Transports, dans la lettre de mission adressée au COI le 18 septembre 2017, a

fixé le cadre. Elle indique qu'il y aura « des priorités dans les choix d'investissement » et qu'il s'agira de ne lancer que « des projets ayant un plan de financement exhaustif, crédible et garanti ». De son côté, le rapport retient trois types de scénario. Le premier préconise de différer l'opération sur la période 2023-2027. Les deux autres prônent un engagement sur la période 2018-2022 mais avec la nécessité d'affecter des moyens supplémentaires significatifs sur les vingt prochaines années. Une incertitude supplémentaire alors que l'État n'a pour l'heure donné aucune garantie de son engagement de 245 M€ pour la réalisation du contournement Est. Dans tous les cas, si l'addition augmente, elle sera présentée au contribuable et à l'usager avec l'unique souci de faire en sorte que le concessionnaire ne perde jamais d'argent. Un contrat à sens unique. ■

CULTURE

L'été sur grand écran



Pour cette édition 2018, les rendez-vous du ciné d'été organisés par la Ville se dérouleront au sein de la bibliothèque Louis-Aragon. Les

deux séances sont d'ores et déjà programmées, les mercredis 18 juillet et 1^{er} août à 18 heures. Il reste maintenant à choisir les deux films qui seront projetés devant un public familial. La parole revient aux Stéphanois-e-s. Ils pourront prochainement exprimer leurs préférences parmi une liste de douze longs-métrages qui fait la part belle aux films d'animation.

Tous en scène pour les amateurs de comédies musicales un peu délirantes; *Moi, moche et méchant*, le grand succès du réalisateur français Pierre Coffin, créateur des *Minions*; *Le Monde de Dory*, histoire de ne pas oublier *Nemo*; *Ballerina*, pour les fans de danse; *Zootopie* pour découvrir un monde où les animaux font la loi; *La Belle et la Bête*, pour un cocktail romantique et fantastique; *Les Gardiens de la galaxie*, pour les amateurs de super-héros; *L'Ascension*, sans risque d'avoir le vertige; *Demain tout commence* dans le genre comédie dramatique; *Les Animaux fantastiques*, pour les fans d'Harry Potter et de J.K. Rowling; *Star Wars, le réveil de la force*, dans une galaxie lointaine, très lointaine et enfin *Good luck Algeria*, quand l'Algérie se retrouve au départ d'une compétition de ski de fond aux Jeux olympiques.

Les premiers votes seront enregistrés dès le 24 mars lors de la Fête du Sud. Des urnes resteront accessibles à l'Association du centre social de La Houssière (ACSH) et à la bibliothèque Louis-Aragon et les votes du public seront enregistrés jusqu'au 13 avril.

DÉBAT

Le service public victime du numérique ?

Internet va-t-il tuer le service public ? La question est un peu brutale, mais, selon la CGT, elle mérite d'être posée.

Jeudi 22 mars, réunion-débat à la salle festive...

L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE SEINE-MARITIME ORGANISE UNE RÉUNION PUBLIQUE QUI AURA NOTAMMENT POUR THÈME LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES EN LIGNE DANS LES PRINCIPALES ADMINISTRATIONS. Et ses risques (lire également *Le Stéphanois* n°243).

« Nous ne sommes pas contre le numérique, assure pourtant Fabien Leseigneur, membre du collectif de défense des services publics à l'origine de ce rendez-vous. Mais nous ne sommes pas tous égaux face à son utilisation. C'est là que l'humain reste indispensable : pour accompagner les utilisateurs dans leurs démarches et pour les aider à faire valoir leurs droits. »

Pour lui, le gouvernement minimise volontairement ce que certains qualifient d'« illettrisme », c'est-à-dire la difficulté à utiliser le web et ses applications. « Certains parmi les plus défavorisés n'ont même pas accès à un ordinateur, un smartphone ou à une connexion web. Ceux-là sont doublement exclus ! » Et

ne lui parlez pas des maisons de services au public, installées notamment dans les postes, qui « sont pour la plupart du temps des coquilles vides avec une table et un ordinateur posés dans un coin sans accompagnement, ni conseils ».

Pour son syndicat, la volonté de dématérialisation des services de l'Etat répond à un double objectif : d'un côté économiser des postes de fonctionnaires pour se conformer au but fixé par le Comité d'action publique 2022 (Cap 22) « qui est de supprimer, d'ici à 2022, 120 000 emplois dans la fonction publique ».

De l'autre, faciliter l'arrivée du privé, via notamment des applications et des services fournis par des entreprises, en lieu et place des missions, remplies actuellement par des agents de l'Etat. ■

RÉUNION PUBLIQUE sur la dématérialisation des services publics, jeudi 22 mars à 18 heures à la salle festive, rue des Coquelicots. Entrée libre.

Double exclusion





◀ La bibliothèque municipale Louis-Aragon renforce le réseau des bibliothèques stéphanoises et complète l'offre culturelle de ses « sœurs » du Château blanc (Elsa-Triolet) et de l'espace Georges-Déziré.

PHOTO : J.-P. S.

BIBLIOTHÈQUES

Le nouveau visage d'Aragon

Rouverte depuis le 28 février, la bibliothèque Louis-Aragon a été rénovée. Un chantier dont le résultat est à découvrir de façon festive lors de son inauguration, samedi 24 mars.

Vous n'allez pas la reconnaître ! Rouverte depuis le 28 février dernier, la bibliothèque municipale Louis-Aragon a totalement changé de visage après un an de travaux. Un vaste chantier pour une enveloppe globale de 800 000 €. « C'est plus qu'une rénovation, admet Jérôme Gosselin, l'adjoint à la culture stéphanois. Même si le bâti a été conservé, c'est quasiment une nouvelle construction, englobant l'ancienne épicerie attenante. »

Pour l' élu, l'objectif était de redynamiser l'unique équipement public – à l'exception des écoles bien entendu – de La Houssière. « Il est important pour la Ville de renforcer sa présence dans ce secteur excentré grâce à un équipement qui a vocation à redevenir un lieu de vie et d'échanges. »

Avec ses hautes fenêtres offrant une généreuse luminosité, son hall traversant, ses nouveaux revêtements et son mobilier neuf, la bibliothèque correspond aux standards de

confort attendus aujourd'hui par les usagers. Un nouvel espace multimédia, avec ordinateurs, tablettes et connexion Wifi, complète l'offre de livres, de BD, de CD et de DVD proposée par les bibliothécaires municipaux. L'espace ludothèque a été repensé, et un petit coin de verdure aménagé pour profiter des beaux jours un bouquin à la main. « Pour nous, c'est un nouveau départ », assure Catherine Dilosquet, la directrice des bibliothèques stéphanoises dont les équipes ont mis à profit la fermeture pour renouveler une partie des collections.

Animation partagée

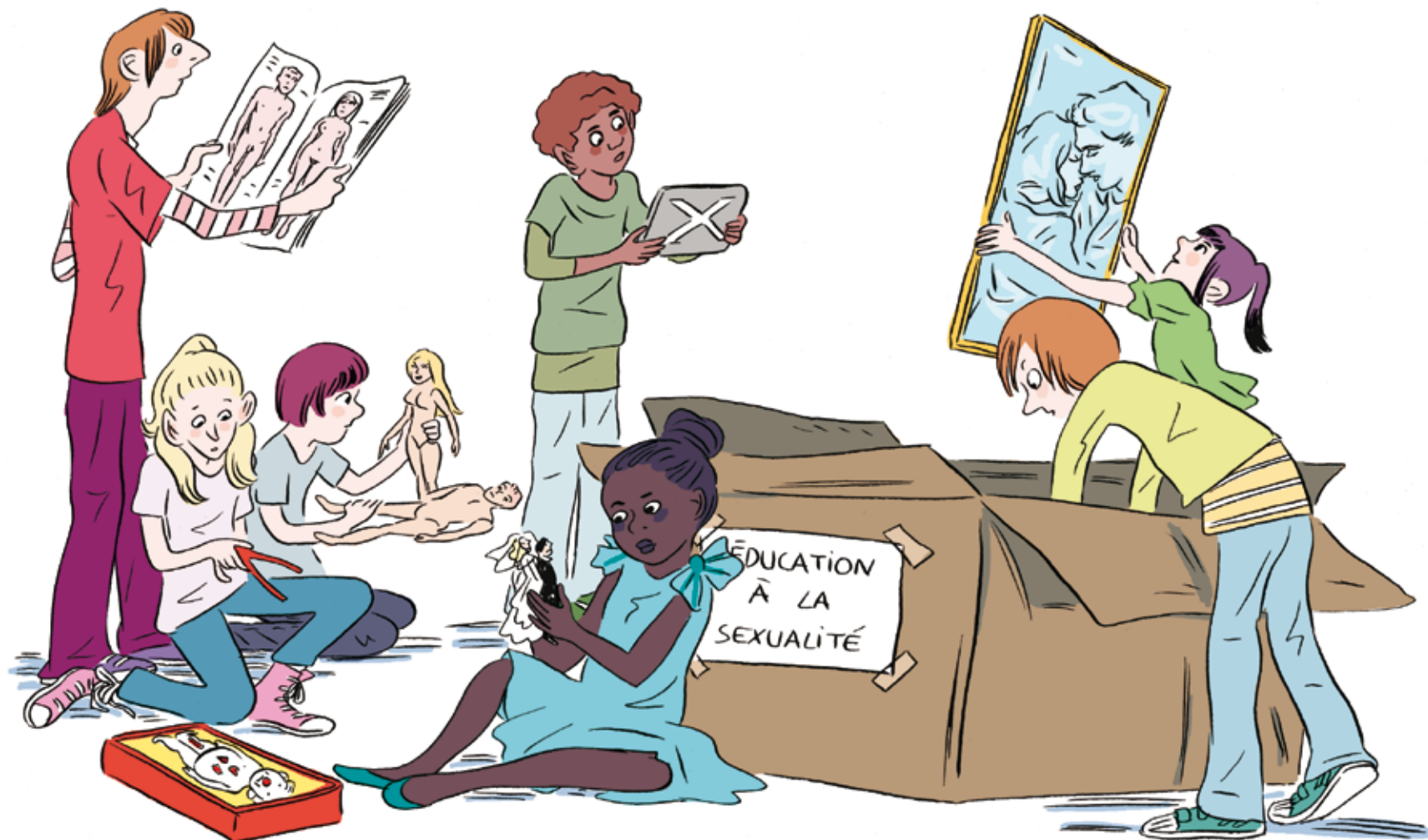
Autre nouveauté, et pas des moindres, une salle d'animation partagée a été créée pour accueillir les rendez-vous de la bibliothèque, mais pas seulement comme l'explique Jérôme Gosselin : « Cet espace a été pensé pour être ouvert même lorsque la bibliothèque ne fonctionne pas. Il a vocation à accueillir des

événements proposés par d'autres services de la Ville ou à être animé par des associations partenaires. » Des associations à l'image de celle du centre social de La Houssière (ACSH). « C'est une opportunité de toucher de nouveaux publics en proposant des ateliers autour du livre, de la BD, mais aussi des mini-conférences sur des thèmes variés, des initiations au numérique... », prévoit déjà Emmanuel Sannier, le directeur de l'ACSH. Visiblement ravi de pouvoir compter sur ce nouvel atout pour créer du lien avec la population du quartier, il l'incite d'ailleurs à venir découvrir le nouveau visage de la bibliothèque de façon festive à l'occasion d'une inauguration programmée samedi 24 mars, conjointement à la Fête du sud. ■

INFOS Bibliothèque municipale Louis-Aragon, rue du Vexin. Le détail du programme du 24 mars est à lire p. 16. Plus de renseignements sur bibliothequesaintetiennedurouvray.fr

Et l'amour dans tout ça ?

Loin de se limiter à des notions de biologie et d'anatomie, l'éducation à la sexualité implique une prise en compte de l'environnement affectif, psychologique et social. Comment le message passe-t-il auprès des enfants et des adolescents stéphanois ?



Les coulisses de l'info

Le 4 août 2014, la loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes était votée en France. Un principe qui s'applique à tous les sujets y compris lorsqu'il est question du droit de chacun-e à disposer de son corps et à aimer. À Saint-Étienne-du-Rouvray, un parcours d'éducation à la vie affective et sexuelle a été mis en place de la maternelle jusqu'à la 3^e.

Parce que l'Éducation nationale a un rôle spécifique à jouer dans la construction individuelle et sociale des enfants et des adolescents, il paraît légitime que l'éducation à la sexualité soit inscrite au programme des écoliers et des collégiens. Loin de se réduire à des questions physiologiques, cet enseignement s'efforce d'analyser aussi les mécanismes qui participent à la construction de l'image de soi et de nos relations aux autres. Autant de thématiques qui nécessitent également d'évaluer les contraintes, les limites et les interdits qui sont à l'œuvre dans ce type de relation. L'article L.312-16 du code de l'éducation prévoit donc qu'« une information et une éducation à la sexualité sont dispensées dans les écoles, les collèges et les lycées à raison d'au moins trois séances annuelles et par groupes d'âge homogène. Ces séances présentent une vision égalitaire des relations entre les femmes et les hommes. Elles contribuent à l'apprentissage du respect dû au corps humain ».

Une parole adaptée

À Saint-Étienne-du-Rouvray, pour les établissements scolaires placés en réseau d'éducation prioritaire, le parcours commence à la maternelle et se déroule par étapes jusqu'à la classe de troisième avec un langage et des thématiques adaptés à l'âge et aux préoccupations des enfants et des

adolescents. « Avec les plus petits des écoles maternelles Robespierre et Jean-Macé, on commence par parler du rapport d'égalité entre les garçons et les filles. Plus tard, en élémentaire, on traite de la discrimination et de la position des filles et des garçons dans la famille. Qui fait la cuisine ? Qui conduit la voiture ? Les débats se déroulent entre les enfants », explique Anne-Valérie Deridder, infirmière scolaire.

Et la discussion ne s'arrête pas là. « En CM2, à l'école Jean-Macé, on a recours à des boîtes à questions en préservant l'anonymat de chacun. Tous les sujets peuvent être évoqués. » Parmi les questions qui reviennent le plus souvent on trouve : Comment on fait les bébés ? Comment se passe la puberté ? « À 10-11 ans, les interrogations sont essentiellement biologiques. À partir de la sixième, au sein du collège Robespierre, on parle aussi des sentiments. Les enfants se demandent ce que c'est que d'être amoureux, pourquoi on s'embrasse. On parle aussi des abus. À partir de quand on peut dire non », précise Anne-Valérie Deridder. En 4^e et en 3^e enfin, les collégiens abordent la relation amoureuse proprement dite avec notamment une intervention du planning familial.

« Un phénomène social »

« Nous revenons surtout sur trois mots clefs : le désir, l'envie et le consentement, insiste Sarah Kherbouche-Saci, conseillère conjugale et familiale au planning familial de Seine-Maritime. Nous répétons aux jeunes qu'il faut avant tout se sentir prêt, se faire confiance, s'écouter. » Si le message est clair, il demeure parfois difficile de l'entendre au milieu d'une cacophonie d'informations plus ou moins pertinentes et plus ou moins positives. « La sexualité est liée à l'intimité de chacun mais c'est aussi un phénomène social que l'on retrouve partout. Chacun se structure en discutant avec les ami-e-s, les enseignants, les infirmières scolaires et les parents », explique Sarah Kherbouche-Saci. Parmi toutes les influences qui participent bon gré mal gré de l'éducation à la sexualité, il y a aussi les images et les vidéos pornographiques qui circulent via les tablettes, les smartphones ou les ordinateurs. Anne-Valérie Deridder, infirmière scolaire, témoigne : « Les questions sur ce sujet viennent surtout des garçons. Ils racontent qu'ils sont d'abord gênés par les spams qu'ils reçoivent et qui les renvoient parfois

à des images pornographiques. Ils vivent ça comme une forme d'agression. Par la suite, certains prennent l'initiative d'aller sur ces sites parce que ça les interroge. »

Mauvaise image

En mars 2017, l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique (Open) a commandé à un institut de sondage une enquête sur les rapports des adolescents à la pornographie. Un phénomène qui touche près de 40 % des adolescent-e-s entre 13 et 15 ans. Publiée en mars 2017, cette enquête, réalisée auprès de 1 005 jeunes garçons et filles âgés de 15 à 17 ans, nous apprend notamment que 48 % des garçons et 37 % des filles pensent que les films ou les vidéos pornos qu'ils ont vus ont participé à leur apprentissage de la sexualité. Plus encore, 20 % des garçons et 25 % des filles interrogés disent qu'ils ont essayé de reproduire des scènes. « Ces images induisent notamment l'idée de performance. Parfois même ces images font peur aux garçons qui se disent qu'il y a une méthode et des obligations à respecter. Il est alors important de rappeler que ces vidéos n'ont rien à voir avec la réalité », rappelle Sarah Kherbouche-Saci. Et pourtant, la tendance est à montrer des images de plus en plus violentes, classées selon des critères discriminatoires en fonction même de la couleur de peau. « Des structures comme Youporn ou Pornhub sont bâties sur des modèles économiques qui impliquent de générer un maximum de trafic et donc de faire de plus en plus trash, explique Thomas Rohmer, président de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique. Le problème, c'est que les jeunes ont de plus en plus de difficultés à faire la part des choses entre la réalité et cette mise en scène d'actes sexuels. La question, c'est comment on accompagne tout ça ? Laisser comme seule source cette pornographie sur le net qui tente de casser cette frontière entre le réel et la fiction n'est pas acceptable. » Plus que jamais, l'objectif est donc de protéger les enfants contre cette profusion d'images violentes et dégradantes alors qu'ils sont en train de construire leur identité. Pour cela, un discours de vérité s'impose qui fasse le lien aussi avec des valeurs de respect des droits des femmes et des hommes à s'épanouir librement pour mieux vivre ensemble. ■

Connais-toi toi-même !

L'inégalité femmes-hommes peut s'incarner de bien des manières. L'éducation à la sexualité n'est pas en reste et participe de ce déséquilibre. Mais depuis peu la parole se libère, y compris au sein des manuels scolaires.



Empêcher les femmes de choisir leurs vêtements, leur interdire de se maquiller, leur refuser le droit à l'avortement et l'accès à la contraception, les priver de la liberté de choisir leur partenaire et leur orientation sexuelle... Tous ces remparts à la liberté de disposer de son corps et d'exercer son libre arbitre participent plus globalement d'une forme de violence exercée contre les femmes. Les témoignages de victimes d'agressions sexistes, de harcèlements et de viols qui se multiplient depuis le scandale de l'affaire Weinstein aux États-Unis n'en finissent pas de démontrer l'ampleur du phénomène.

Consciente de ces enjeux, la Ville s'investit depuis une dizaine d'années contre ces violences et ces inégalités (voir dossier Stop violences sexistes, *Le Stéphanois* n° 240). La campagne mise en place en novembre 2017 a reçu le prix spécial du jury de l'as-

sociation des Élu-e-s contre les violences faites aux femmes le 10 mars. « *La sexualité des filles n'est pas considérée de la même manière que celle des garçons*, confirme Sarah Kherbouche-Saci, conseillère conjugale et familiale au planning familial. *Dans ce registre, les filles s'autocensurent beaucoup.* » Heureusement, la parole se libère peu à peu et il paraît aujourd'hui difficile de revenir en arrière.

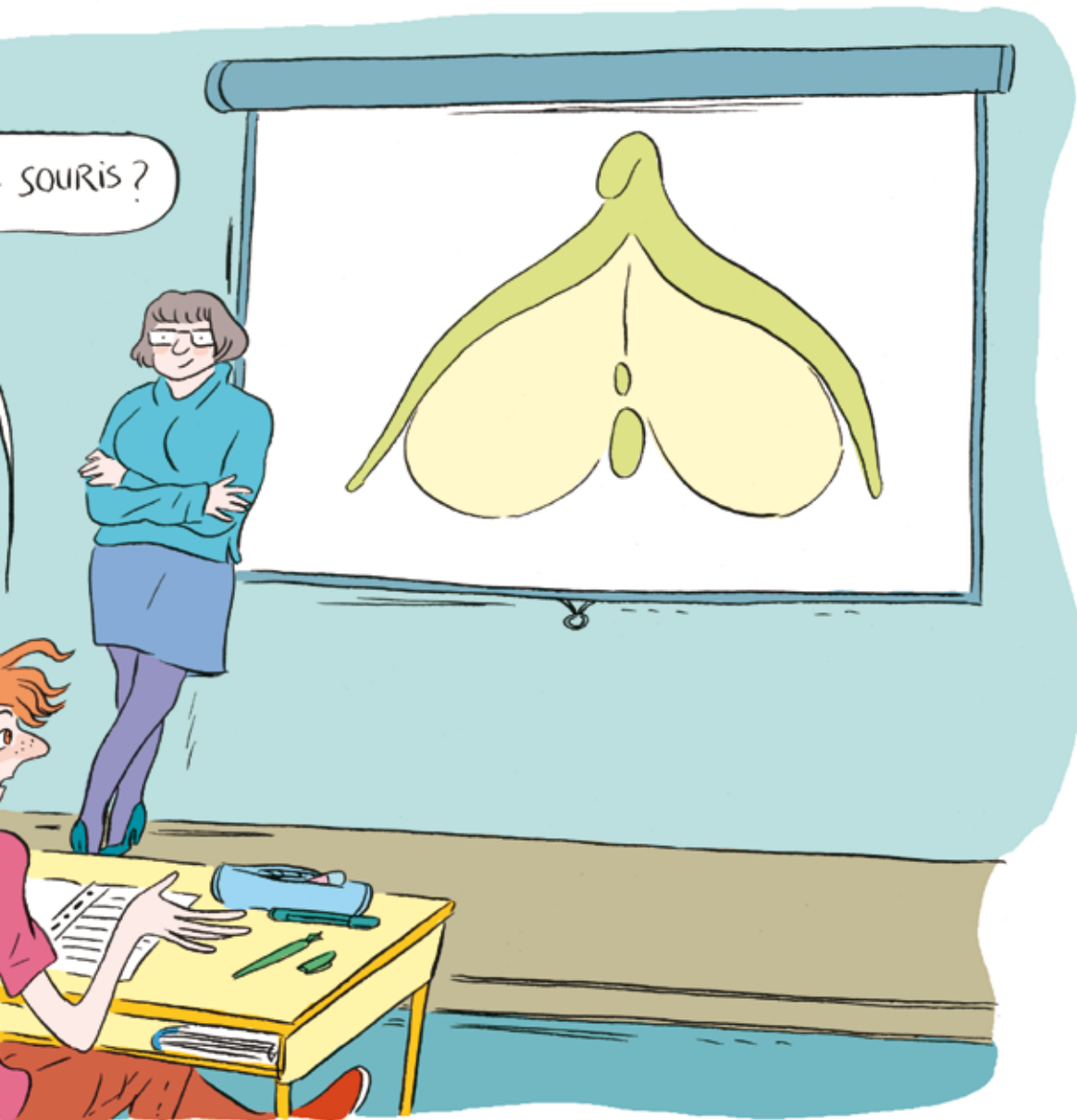
En termes d'éducation à la sexualité, Manon Bestaux, sexologue au CHU de Rouen, reconnaît aussi qu'il est temps « *de tenir un discours unique aux filles et aux garçons sur la base d'un constat physiologique. Il est essentiel de faire en sorte qu'on cesse de nier le corps* ». Dans ce registre, un palier a été franchi en septembre 2017 avec la publication pour la première fois en France d'un manuel

scolaire de sciences de la vie et de la terre (SVT) destiné aux collégiens de la 5^e à la 3^e. La nouveauté tient au fait que le schéma de l'appareil reproducteur féminin intègre à la fois le mot « clitoris », sa situation et sa représentation anatomique complète.

« *Notre réflexion s'inscrivait dans une actualité avec en particulier la représentation modélisée en 3D d'un clitoris par la chercheuse Odile Fillod. Notre équipe d'auteurs s'est emparée de cette question. Très rapidement, cela nous est apparu comme une évidence, pas forcément reliée à une volonté militante, mais plutôt*

Le grand inconnu

avec le souci de répondre à une méconnaissance anatomique. Avoir une vision correcte de cet organe est une première étape », explique Adrien Fuchs, responsable science secondaire aux éditions Magnard. Mais il ne faudrait pas réduire le débat à un schéma



aussi complet soit-il car d'autres questions sont en jeu.

La prise en compte de l'intégrité du corps humain constitue également « un argument d'autonomie et d'indépendance pour les femmes », précise la sexologue Manon Bestaux. *Il faut d'abord apprendre à bien se connaître soi-même avant d'envisager de partager avec un autre. C'est un moyen pour les femmes d'échapper à la dominance des hommes*. Et le sujet demeure d'actualité puisqu'en 2018 certains mots se chargent encore et toujours d'une valeur tout à fait différente selon qu'ils sont rapportés à un homme ou à une femme.

« Le rapport au plaisir demeure un sujet tabou chez les filles en particulier. Elles intègrent une forme de "défiance" par rapport à cette question, explique Sarah Kherbouche-Saci.

Autonomie et indépendance

Derrière cela, il y a aussi le droit au désir, que les filles ne s'autorisent pas toujours non plus. Les interrogations sont nombreuses : Ai-je le droit ? Suis-je normale ? À qui est-ce que je peux en parler ? » Chez les garçons en revanche, le rapport au plaisir paraît mieux accepté. « Ils sont rassurés en se disant que c'est naturel mais ils restent très

pudiques sur la question. Eux aussi ont parfois besoin d'être rassurés », confirme Anne-Valérie Deridder, infirmière scolaire au sein du réseau d'éducation prioritaire du groupe scolaire Robespierre. Deux attitudes qui attestent sinon d'un clivage, du moins d'un décalage.

Plus que jamais, il apparaît donc que la sexualité en tant que pratique sociale implique un apprentissage qui prenne en compte avec un même niveau d'exigence les enjeux de santé et d'émancipation. ■

À SAVOIR

« Un enjeu de société »

Depuis une dizaine d'années, la Ville s'implique contre toutes les formes de discrimination, les comportements et les violences sexistes et contre le harcèlement. « Pour nous, l'égalité femmes-hommes est un enjeu de société », insiste Francine Goyer, première adjointe en charge des droits des femmes. L'éducation à la sexualité participe de cet engagement de sorte que « chacun éprouve la liberté de s'emparer de ce sujet ».

Le 7 mars dernier, les agents du service développement social de la Ville étaient présents sur le marché du Madrillet pour aller à la rencontre des Stéphanois-e-s et les interroger sur ce que représente pour eux l'amour. Un temps d'échange pour évoquer les droits et les devoirs de chacun et rappeler les libertés et les interdits en la matière. Dans les mois à venir, la matière des témoignages recueillis à cette occasion servira en partie à alimenter d'autres débats que la Ville animera au sein des collèges, dans les classes de 4^e et de 3^e. Ces rencontres se dérouleront avec la participation de la chanteuse et humoriste Esta Webster. « Avec l'humour, je m'autorise un franc-parler. Ça donne cette impression que ce que je dis c'est vrai et réel. L'humour permet aussi une connivence avec les collégiens. De toute manière, mon objectif n'est pas de les choquer. J'adapte mon discours en fonction de leurs interventions. Je m'en sers comme d'une boussole. Ma limite, c'est de ne faire mal à personne. Je sais que les adolescent-e-s sont soumis-e-s à une multitude d'infos qui ne sont pas forcément cohérentes. Je suis là pour remettre un peu les choses en place. »

Élu·e·s communistes et républicains

Les plans de départs volontaires pour accompagner les abandons de missions et les nouvelles suppressions d'emplois envisagées, le recours accru au non-titulariat et à la précarité, l'extension du salaire au mérite et donc de la rémunération accessoire et discriminante, la diminution des instances de représentation du personnel... Ces politiques de destruction, tant pour les agents que pour les missions publiques, passent mal.

Si les attaques savamment orchestrées pleuvent, nos exigences ne faiblissent pas.

Le statut des fonctionnaires de l'État s'applique depuis 1946, alors que Maurice Thorez était vice-président du Conseil, et grâce à Anicet Le Pors, ministre de la Fonction publique jusqu'en 1984, il fut élargi aux agents des collectivités territoriales et de l'hospitalière.

Sa garantie répond à un choix de société et à une volonté démocratique de service rendu à la population.

École, Ehpad, santé, aide à l'insertion, transport... Parce que le service public est le bien de ceux qui n'en ont pas, nous appelons à manifester le 22 mars aux côtés des organisations syndicales à 10 heures, cour Clemenceau.

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Francine Goyer, Pascal Le Cousin, Jérôme Gosselin, Murielle Renaux, Michel Rodriguez, Fabienne Burel, Najia Atif, Carolanne Langlois, Marie-Agnès Lallier, Francis Schilliger, Nicole Auvray, Daniel Vezie, Hubert Wulfranc, Didier Quint, Jocelyn Cheron, Florence Boucard, Gilles Chuette.

Élu·e·s Droits de cité mouvement Ensemble

En 2017, Bernard Arnault a vu sa fortune atteindre 72 milliards de dollars. La rémunération des actionnaires n'a jamais été aussi élevée. Dans le même temps, le nombre de personnes SDF et vivant en dessous du seuil de pauvreté s'accroît comme jamais.

Macron augmente la CSG et ponctionne les retraités, il baisse les APL et ne veut pas augmenter les retraites paysannes. Mais il allège les impôts des riches. Et maintenant, il a décidé de faire la peau aux « privilèges » des cheminots et de privatiser la SNCF. Mais de quels privilégiés parle-t-il ?

Jusqu'à quand allons-nous accepter cette politique qui creuse les inégalités mais favorise toujours plus les puissants ? Faut-il attendre que les retraites et la sécurité sociale soient complètement détruites elles aussi ?

Le 22 mars, dans la rue, avec les fonctionnaires de l'éducation, de la santé, des communes, avec les cheminots, les retraités, avec les étudiants, mettons un coup d'arrêt, dans l'unité la plus déterminée, à cette politique désastreuse pour les salariés, les chômeurs, les jeunes et les plus faibles ! Nous sommes le nombre et la force, et c'est maintenant et tous ensemble que l'on doit envoyer un message clair et précis à Macron : ça suffit !

TRIBUNE DE Michelle Ernis, Pascal Langlois.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

Il est difficile de trouver un médecin près de chez soi, en ville comme à la campagne. La désertification médicale menace l'égalité d'accès aux soins. Avec près de 300 000 médecins (la même densité que chez nos voisins européens), le problème n'est pas l'insuffisance de formation mais l'inégale répartition. Les services des urgences sont débordés, ils doivent être renforcés et ils ne peuvent plus accueillir les pathologies qui relèvent de la médecine générale. Sans mesures d'ampleur, il deviendra très difficile de se soigner pour des millions de nos concitoyens, y compris à Saint-Étienne-du-Rouvray.

Les mesures financières incitant les jeunes médecins à s'installer dans certaines zones n'ont pas été efficaces. La télé-médecine peut aider mais on ne remplace pas une consultation par un dialogue par internet. Nous proposons une politique plus juste et plus innovante :

- Une gestion renouvelée des effectifs au plan local et national
- Des mesures concrètes de simplification, les médecins doivent faire plus de médecine et moins d'administration
- Le conventionnement en secteur 1 des zones en pénurie, sans dépassement d'honoraires
- La création de centres de santé publics pluridisciplinaires

TRIBUNE DE David Fontaine, Danièle Auzou, Patrick Morisse, Léa Pawelski, Catherine Olivier, Daniel Launay, Philippe Schapman, Samia Lage, Pascale Hubart, Réjane Grard Colombel, Antoine Scicluna, Thérèse-Marie Ramaroson, Gabriel Moba M'builu.

Élu·e·s vraiment à gauche, soutenus par le NPA

Après un recours aux « ordonnances » pour casser le Code du travail, Macron veut recourir à la même méthode pour faire passer sa « réforme » de la SNCF. L'objectif est clair : achever la destruction du service public du transport ferroviaire, ce qui dégradera encore un peu plus les conditions de travail et de vie des salariés du rail et le service rendu aux usagers. Le statut des cheminots n'est responsable ni des pannes ni des retards.

Comme la santé ou l'éducation, la SNCF doit rester un service public dont la mission n'est pas de faire du profit. Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont l'hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de la jeunesse. Et aussi ceux et celles qui sont frappés dans le secteur privé. Et les retraités asphyxiés par la hausse de la CSG ! Après la journée de lutte et de grève des femmes du 8 mars, la journée de mobilisation des retraités et des Ehpad du 15 mars, il faut enfin y aller toutes et tous ensemble, une bonne fois pour toutes le 22 mars, pour faire dérailler ce gouvernement, qui ne donne qu'aux riches.

TRIBUNE DE Philippe Brière, Noura Hamiche.

BON À SAVOIR

Scène ouverte Jeunes talents : appel à candidatures

Dans le cadre du festival de musiques actuelles Yes or notes, la Scène ouverte Jeunes talents accueille des groupes et chanteurs solos, amateurs, entourés de musiciens ou se produisant sur une bande-son. Avant de monter sur la scène de l'espace Georges-Déziré vendredi 18 mai, il faut convaincre un jury composé des organisateurs du festival et de professionnels de la musique. Pour cela, il convient de déposer avant le 20 mars, sur un support (CD, carte SD, clé USB...), trois ou quatre compositions originales d'une durée d'environ vingt minutes, au Périph', avenue de Felling ou d'envoyer les éléments à Scène ouverte Jeunes talents, département jeunesse, Hôtel de ville, place de la Libération, CS 80458, 76806 Saint-Étienne-du-Rouvray.

RENSEIGNEMENTS au 02 32 95 93 35 et au 02 32 95 17 45 ou par courriel : blopy@ser76.com

Travaux rue de Paris

Des travaux se déroulent actuellement rue de Paris, entre la rue Pasteur et la rue Marquette. Ils devraient se terminer à fin du troisième trimestre 2018. Ces travaux consistent en :

- Le renouvellement de la canalisation d'eau potable avec la reprise des branchements.
- L'effacement des réseaux basse tension et télécommunication, ainsi que la mise en place d'un nouvel éclairage public.
- Le réaménagement de la voirie et des trottoirs avec la création de stationnement et de plateaux surélevés.

Les travaux sont organisés en deux phases : de la rue Pasteur à la rue Valette (1^{re} phase jusqu'en juin 2018) et de la rue Valette à la rue Marquette (2^e phase jusqu'en septembre 2018). Pendant les travaux, des déviations sont mises en place. Afin de permettre aux riverains de la rue de Paris de rentrer chez eux, la rue de Paris est en double sens.

RENSEIGNEMENT Contacter Ma Métropole au 0 800 021 021.

100 ans !

LOUISA BARCO-LAMBERT



En un siècle, Louisa en a accumulé des souvenirs. Née le 28 février 1908 à Salamanque, en Espagne, Louisa Barco arrive à Saint-Étienne-du-Rouvray à l'âge de 7 ans. Son père est ouvrier à la fonderie lorraine. « *J'ai fait mon école à Ampère, se souvient la centenaire, puis j'ai travaillé de bonne heure.* » De l'enfance, auprès de ses huit frères et sœurs, Louisa garde néanmoins des souvenirs amusés : « *Un jour qu'on était au catéchisme, on a fait venir le curé en sonnant les cloches. Il a appliqué tout de suite !* » Mais on ne traverse pas deux guerres mondiales sans douleurs. Louisa y perdra un frère et un mari, lors de la seconde. Le frère, Julien, était résistant. Il fut fusillé. Le mari était soldat. La veuve de guerre travaille chez Bertel, l'usine textile de Sotteville, puis devient « bonne » chez des bourgeois de Neuilly-sur-Seine, « *le dimanche, j'allais danser le paso-doble à Paris* ». Louisa aime Édith Piaf et Tino Rossi, « *je l'ai vu à Paris, il était beau !* » Elle vit désormais chez son fils Patrick et sa « bru » Manuela avec laquelle elle aime plaisanter : « *Elle est comme ça ma bru, sourit Louisa, il n'y en a pas beaucoup comme elle. Elle est aux petits soins* ». Le 28 février, Louisa a reçu la visite du maire Joachim Moyse et de la première adjointe Francine Goyer. « *Ah !, s'est exclamée de joie la centenaire, je suis arrivée jusque-là !* »

COMMERCE

Bar de l'hôtel de ville

Stéphane Yang est le nouveau gérant du bar de l'hôtel de Ville, 34 rue Lazare-Carnot. Ouvert du lundi au vendredi, de 7 heures à 19 h 45, le samedi de 8 à 14 heures, le dimanche, de 8 à 19 heures.

PERMANENCE

CONSEILLER DÉPARTEMENTAL

Stéphane Barré, conseiller départemental du canton de Saint-Étienne-du-Rouvray, tient une permanence tous les premiers mardis du mois (hors vacances scolaires) à la mairie de Saint-Étienne-du-Rouvray, de 16 à 17 heures.

PROCHAINE PERMANENCE mardi 3 avril. Sur rendez-vous au 06 81 33 71 81.

ENQUÊTE

CADRE DE VIE ET SÉCURITÉ

L'Insee réalise jusqu'au 30 avril une enquête sur le cadre de vie et la sécurité en France métropolitaine sur un échantillon de 22 800 logements dont certains se situent à Saint-Étienne-du-Rouvray. Ils seront prévenus individuellement par lettre et informés du nom de l'enquêteur de l'Insee.

STATISTIQUES

PRATIQUES CULTURELLES

Le ministère de la Culture, en partenariat avec l'institut Ipsos, réalise une enquête statistique sur les pratiques culturelles. Quelques Stéphanois seront interrogés, ils seront prévenus individuellement par lettre. L'enquêteur de l'Ipsos sera muni d'une carte officielle.

RENSEIGNEMENTS au 01 83 74 90 01.

Agenda

CITOYENNETÉ

LUNDI 19 MARS

Fin de la guerre d'Algérie

La cérémonie du 56^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie se tiendra lundi 19 mars. 17 h 15 : cimetière Centre, dépôt de gerbes et hommage aux morts. 17 h 45 : hôtel de ville. 18 heures : vin d'honneur salle des séances.

JEUDI 29 MARS

Conseil municipal

Le conseil municipal se réunira à 18 h 30, salle des séances de l'hôtel de ville. Réunion ouverte à tous.

SENIORS

JEUDI 29 MARS

Thé dansant

Thé dansant à la salle festive à partir de 14 heures, animé par Arnaud Guimard. Entrée libre.

LUNDI 9 AVRIL

Sortie au cinéma



Le service vie sociale des seniors propose une sortie au cinéma Le Mercure à Elbeuf pour le film *L'Embarras du choix* d'Éric Lavaine avec Alexandra Lamy et Arnaud Ducret.

► Réservations mardi

3 avril par téléphone à partir de 10 heures, dans la limite des places disponibles au 02 32 95 93 58. Prix de la place : 2,50 € transport compris.

JEUDI 12 ET VENDREDI 13 AVRIL

Repas animés

Les repas seniors seront animés par Duo Balad, jeudi 12 avril au foyer-restaurant Ambroise-Croizat et vendredi 13 avril au foyer-restaurant Geneviève-Bourdon.

► Réservations à partir de mercredi 4 avril uniquement par téléphone au 02 32 95 93 58 à partir de 10 heures sous réserve des places disponibles.

ANIMATIONS

SAMEDI 24 MARS

Foire à tout

Les parents et les enseignante-s de l'école maternelle Henri-Wallon organisent une foire à tout dans la cour de l'école, de 8 à 18 heures. 4€/le mètre. Également : pêche aux canards, maquillage... Tous les bénéfices iront à la coopérative scolaire.

► Renseignements et inscriptions : wallonmat76800@yahoo.fr ou 02 35 65 16 97.

DIMANCHE 25 MARS

Foire à tout

Une foire à tout est organisée par l'Association du centre social de La Houssière. 3,50 € le mètre pour les adhérents, 4,50 € pour les non-adhérents. Forfait 4 mètres : 10 € pour les adhérents, 15 € pour les non-adhérents.

► Renseignements au 02 32 91 02 33.

SAMEDI 31 MARS

Animations robotiques et numériques

Le festival Techlab junior et les trophées de robotique Normandie se déroulent de 10 à 17 heures à l'UFR des Sciences. Entrée libre.

SAMEDI 31 MARS

Manille coïncée

Le concours de manille coïncée en individuel du comité des quartiers Saint-Étienne-du-Rouvray centre a lieu à 14 heures à la salle Coluche de l'espace des Vaillons. Ouverture des portes à 13 h 30.

DIMANCHE 1^{ER} AVRIL

Foire à tout

Une foire à tout est proposée, dès 6 heures, au centre commercial Ernest-Renan. Inscriptions obligatoires (sur le parking de Leader Price) samedi 24 mars de 11 à 12 heures, mardi 27 mars de 17 à 18 heures et samedi 31 mars de 11 à 12 heures (s'il reste de la place).

VENDREDI 6 AVRIL

Retrouvailles des anciens de Lurçat

La douzième édition des retrouvailles de l'association Les Anciens de Lurçat aura lieu à partir de 19 h 30 à la salle festive (rue des Coquelicots). Cette soirée est destinée aux anciens élèves et personnels (et leurs proches directs) du lycée Jean-Lurçat (rue du Val-l'Abbé de 1970 à 2001), mais aussi du centre d'apprentissage, puis collège d'enseignement technique de la rue de Paris (de 1947 à 1970).

► Renseignements et réservations par courriel : lesanciensdelurcat@orange.fr, par téléphone : 02 35 66 50 23 ou 06 14 71 57 93. Participation : 10 € par personne (loto compris), gratuit pour les adhérents ayant déjà réglé leur cotisation 2018.

SAMEDI 7 AVRIL

Foire à tout

Une foire à tout « puériculture et enfants » est organisée à l'école Sainte-Jeanne-d'Arc, 98 rue de la République, de 9 à 17 heures. 3 € le mètre linéaire.

► Inscriptions au 06 16 89 31 83 jusqu'au 23 mars.

SANTÉ

JEUDI 5 AVRIL

Vaccinations gratuites

Le Département organise des séances de vaccinations gratuites pour les adultes et les enfants de plus de 6 ans, jeudi 5 avril de 16 h 45 à 18 h 15, au centre médico-social Croizat, 41 rue Ambroise-Croizat. Renseignements au 02 76 51 62 61.

SAMEDI 24 MARS

Inauguration de la bibliothèque Louis-Aragon et fête du Sud

(lire aussi p. 9)

La Tambouille à histoires

Des histoires à écouter et à savourer en famille. En route pour l'aventure.

► 10 heures, salle d'animation partagée.



Inauguration officielle

Déambulation de la fanfare multicolore SER du conservatoire et d'enfants de l'école Ampère. Mise en scène et lectures par la compagnie Spark. Allocution du maire, Joachim Moysse.

► De 10 h 30 à 12 heures, école Ampère / bibliothèque.

Ouverture de la restauration

Par l'Association du centre social de La Houssière.

► 12 heures, place du 19-Mars-1962.

Jeux vidéo

La ludothèque branche ses consoles de jeux vidéo avec intermède musical par Geek musique, un quatuor de saxophones du conservatoire.

► De 14 à 16 heures, salle d'animations partagée

Animations-stands

De nombreux stands animés par l'ACSH, les parents d'élèves de l'école Ampère et les services municipaux sont à disposition du public.

► De 14 à 17 heures, place du 19-Mars-1962.

Concert de l'orchestre d'harmonie du conservatoire

(si météo clémente)

► 15 heures, place du 19-Mars-1962.

Lecture/concert

Les mots de Tahar Fahloun mis en musique, en présence de l'auteur, accompagné d'élèves du conservatoire.

► De 16 h 30 à 17 heures, salle d'animations partagée.

Goûter et remise des lots

Offerts par l'ACSH.

► 17 heures, place du 19-Mars-1962.

Mais aussi...

VENDREDI 23 MARS

Veillée de contes avec Eugène Guignon, conteur et Anne Moal, musicienne « Tit'Dent, Bout d'Oreille ».

► 19 heures | Salle d'animations partagée.

CULTURE

EXPOSITIONS

JUSQU'AU 17 MARS

Les fêtes dans le monde

Dans le cadre de la thématique 2018 du centre socioculturel Georges-Brassens « Jours de fête et vivre ensemble », une exposition, réalisée par le centre, sur les fêtes les plus connues et célébrées dans le monde est proposée.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

DU 15 MARS AU 18 AVRIL

Exposition UAP 3+1

L'art est un combat. « Un pour tous, tous pour un », quatre artistes (3+1) montrent « leur lutte pour la création ». Gérard Gosselin, Dominique Lemerrier, Maguy Seyer invitent Sandrine Thiebaud-Mathieu, jeune plasticienne parisienne.

► Vernissage samedi 17 mars à 17 heures. Du mardi au vendredi de 13 heures à 17 h 30 et les soirs de spectacles. Fermeture exceptionnelle les 3, 4, 5 avril. Entrée libre. Renseignements au 02 32 91 94 94.

DU 16 MARS AU 18 AVRIL

Les Stéphanois exposent

De nombreux artistes participeront cette année encore à cette exposition qui regroupe des peintres, des dessinateurs et des sculpteurs stéphanois.

► Vernissage vendredi 16 mars à 18 heures. Centre socioculturel Jean-Prévo. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 83 66.

DU 19 MARS AU 14 AVRIL

Projet Quartier d'enfants

En partenariat avec l'école maternelle Paul-Langevin, le centre socioculturel Georges-Brassens exposera les œuvres des enfants représentant leurs visions de leur environnement : du centre-bourg, des commerces, de l'école... sous forme d'affiches et de maquettes créées avec les enseignants, les seniors et le service des sports de la ville.

► Centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée libre. Renseignements au 02 32 95 17 33.

THÉÂTRE

JEUDI 15 ET VENDREDI 16 MARS

Qui suis-je ?

Yann Dacosta – Cie Le Chat Foin. Un adolescent se confronte à ses désirs jugés « anormaux » par les autres. Une pièce tout en finesse et en pudeur, qui aborde le thème de la naissance du trouble amoureux, de l'homosexualité et de la différence.

► 20 h 30. Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

MARDI 27 MARS

Romulus le grand

Dürrenmatt | Compagnie du Bonhomme

Une comédie historique en marge de l'Histoire, écrite en 1948 par le dramaturge suisse allemand

Friedrich Dürrenmatt. Une mise en scène ingénieuse et joueuse, mariant des extraits de péplums des années 1930, malicieusement détournés, et le vrai théâtre. Sur scène, cinq comédiens s'en donnent à cœur joie pour nous conter le déclin de l'empire romain.

► 20 h 30. Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

LECTURE

MARDI 27 MARS

« Les Poètes » et autres textes d'Aragon

Les lecteurs de l'atelier de lecture à voix haute de la bibliothèque « Les mots ont la parole » rendent hommage à Louis Aragon. Poète majeur de la deuxième partie du XX^e siècle, il s'inspire de son amour pour Elsa Triolet en produisant des poèmes en prose comme en rimes. Sa poésie a souvent été mise en musique et en chanson, popularisant ainsi certains de ses textes.

► 19 heures, bibliothèque Louis-Aragon. Entrée gratuite. Renseignements et réservations dans les bibliothèques ou au 02 32 95 83 68.

DANSE

MARDI 20 MARS

Sur le silence du temps



Chorégraphe, danseur et penseur de la danse, Daniel Dobbels trace au fil du temps une voie unique entre danse et écriture, au plus près du sensible, dans une visée poétique de l'expérience humaine.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

MERCREDI 4 AVRIL

Rosie

Coup de projecteur sur la jeune création ! La compagnie Paon dans le ciment s'est formée autour d'un théâtre à la croisée de plusieurs disciplines : danse, acrobatie, musique, revendiquant le corps comme langage principal. S'inspirant de Charlie Chaplin, Buster Keaton ou Peeping Tom, ils explorent dans *Rosie* la poésie d'un quotidien bouleversé par la guerre. Mise en scène de Mattia Maggi.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

CONCERTS

JEUDI 29 MARS

Concert du conservatoire

Deux prestations sont proposées par le conservatoire au cours de cet après-midi : de 17 heures à 17 h 45, démonstration et présentation des instruments de musique aux enfants du CLAS ; et, à partir de 18 heures, concert gratuit pour les habitants.

► 18 heures, centre socioculturel Georges-Brassens. Entrée gratuite. Renseignements et réservations au 02 32 95 17 33.

JEUDI 22 MARS

Emily Loizeau

Artiste complète, musicienne hors pair et engagée, Emily Loizeau impose son univers délicatement mélancolique et ses irrésistibles mélodies acoustiques.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

CIRQUE

VENDREDI 30 MARS

The elephant in the room

Un spectacle singulier du Cirque Leroux, une bombe d'esthétisme et de folie joyeuse ! Une fusion unique et comique entre le cirque, les films noirs hollywoodiens et le théâtre physique, portée par quatre excellents circassiens. Dès 7 ans.

► 20 h 30, Le Rive Gauche. Billetterie : 02 32 91 94 94.

 **Les personnes à mobilité réduite peuvent se rendre aux manifestations grâce au Mobilo'bus, moyen de transport leur étant réservé. Renseignez-vous au 02 32 95 83 94.**

État civil

MARIAGES

Djaid Mebarkia et Samira Ait Hammou Ou Bram, Dahirou Sy et Rim Amejdki, Omar Charafi et Fatiha Charafi.

NAISSANCES

Ayman Lahssini, Sarah Malou, Coline Philippini Pauchet, Sirine Sahli.

DÉCÈS

Hervé Patry, Geneviève Dupont, Carmela Salamone, Pascal Bouiller, Jocelyne Lecomte, Roger Lescure, Bernard Huet, Max Silliau, Jacqueline Augeray, Denise Brivady, Renée Lorphelin.



Louis Lallier : « En Mai 68, les étudiants des Beaux-Arts n'ont jamais autant bossé ! C'était presque un devoir d'accompagner le mouvement, de faire des affiches, de soutenir les luttes et de leur amener un point de vue d'artiste. » Fabrice Lottin : « Il est aujourd'hui encore nécessaire de faire la révolution pour arrêter la casse sociale. On a trop perdu, il faut dire stop. »

PHOTO : J.-P. S.

MAI 68

Coups de poing graphiques

L'un est secrétaire général CGT du Grand Port de Rouen, l'autre est étudiant à l'Ésadhar (ex-école des Beaux-Arts). Fabrice Lottin et Louis Lallier commentent les affiches de Mai 68.

Les coulisses de l'info

À l'occasion de l'exposition « Mai 1968 | 2018, les enragés de l'es-pérance » présentée à l'espace Georges-Déziré du 2 au 13 avril, la rédaction a demandé à un syndicaliste CGT et à un étudiant des Beaux-Arts de commenter quelques-unes des productions emblématiques de cette époque.

Certaines affiches de Mai 68 pourraient être éditées de nos jours. Comme celle-ci : « Les cadences accélèrent, le chômage aussi ». En 1968, le chômage ne concerne pourtant que 2,5 % de la population active avec un peu plus d'un demi-million de personnes sans emploi. Le taux de chômage est aujourd'hui de 8,9 % et frappe 2,5 millions de personnes. Depuis 1968, le chômage a connu une accélération sans précédent, c'est un fait établi par l'Insee. Les cadences ont elles aussi accéléré. C'est confirmé par l'Organisa-

tion de coopération et de développement économiques (OCDE) : en 1970, un salarié travaillant une heure produisait 22 dollars ; en 2016, le salarié hexagonal produit près de 60 dollars par heure.

Cinquante ans plus tard, l'affiche de Mai 68 disait donc vrai. C'est aussi l'avis de Fabrice Lottin, secrétaire général CGT du Grand Port maritime de Rouen. « Les choses n'ont en effet pas tellement changé, ce ne sont pas les mêmes slogans mais le message reste identique de la part des puissants : "Travaille et tais-toi !" »



Espaces de liberté

Si le fond du message reste d'actualité, la forme l'est tout autant. Produites pour beaucoup par les étudiants de l'école des Beaux-Arts de Paris, alors occupée et rebaptisée Atelier populaire, ces affiches étaient sérigraphiées, « une technique d'impression facile qui permet de reproduire une affiche en très peu de temps », explique Louis Lallier. Mais la chose la plus importante, pointe l'étudiant de 3^e année à l'École supérieure d'art et de design du Havre et de Rouen (Ésadhar), reste que les contestataires d'alors s'étaient approprié les murs de la ville : « On voit l'importance du mur, de la rue, souligne Louis Lallier. Ce sont des espaces où l'on peut être libre de s'auto-diffuser. Il suffit d'aller dehors, la nuit, avec un pot de colle. » Cinquante ans plus tard, on regrettera peut-être que les publicitaires aient détourné ces espaces à leur seul profit...

« Je ne me bats pas pour moi »

Avec les patrons et le général De Gaulle (alors chef de l'État), la radio-télévision publique (ORTF) était une des cibles privilégiées des affiches de Mai 68, comme en témoigne celle où l'on voit des antennes de télé dressées sur les toits d'une ville : « L'intox vient à domicile ». « L'ORTF d'aujourd'hui s'appelle BFM ou TF1, ironisent

l'étudiant et le syndicaliste. Une grande partie des médias d'aujourd'hui est à la botte des puissants. »

Pour Fabrice Lottin, la situation s'est toutefois renversée depuis 1968. Hier décrié pour être à la botte du pouvoir, le service public est peut-être un des derniers lieux de liberté d'expression : « Mais quand il dérange avec une émission comme Cash investigation, on essaie de le tuer rapidement. »

Avec 1936, 1968 reste donc une date importante pour Fabrice Lottin et Louis Lallier. Les deux y font toutefois référence sans nostalgie, davantage tournés vers les luttes à venir : « Je me bats pour que nos enfants aient des salaires décentes et puissent exercer leurs métiers dans de bonnes conditions, indique le syndicaliste. Qu'ils puissent aussi bénéficier d'une bonne protection sociale comme nous l'ont laissée nos anciens. Le gouvernement détricote les retraites, le Code du travail, la formation professionnelle, les services publics, SNCF et hôpitaux, etc. Les gens doivent prendre conscience de ce qui se passe aujourd'hui, les enjeux sont énormes. Macron passe en force sur la quasi-totalité des réformes, il n'y a plus de débats démocratiques. Si on continue à ne pas réagir, on aura des comptes à rendre aux générations futures. » Rendez-vous dans cinquante ans. ■

NÉGOCIATIONS

Les accords de Grenelle

Négociés les 25 et 26 mai 1968 entre les organisations syndicales, patronales et le gouvernement, les accords de Grenelle (du nom de la rue où se situe le ministère du Travail) ont abouti, par la loi du 27 décembre 1968, à l'augmentation du salaire minimum de 35 % (10 % pour les autres), à la création des sections syndicales d'entreprise et à une quatrième semaine de congés payés. Outre l'aspect social, Mai 68 aura également eu un impact très important sur le plan socioculturel et sur le mouvement féministe.

INTERVIEW

« Des affiches de percussion politique »

Patrick Maurières est l'un des producteurs de l'exposition « Mai 1968 | 2018, les enragés de l'espérance », avec l'association 7 à voir et l'agence JBA, présentée à l'espace Georges-Déziré du 2 au 13 avril.

Comment avez-vous rassemblé ces affiches ?

Beaucoup ont été réunies par un jeune du Val-de-Marne qui, en mai 68, était responsable du comité d'action de son lycée. Le soir, il se rendait à l'école des Beaux-Arts de Paris. Mais cette personne préfère rester anonyme car elle est devenue le proviseur d'un prestigieux lycée parisien ! Le reste des affiches provient d'une collection particulière.

Cinquante après, quel regard portez-vous sur elles ?

Ce que les étudiants des Beaux-Arts et des Arts Déco ont fait à l'époque a bouleversé les codes de la communication. Il faut se souvenir qu'avant Mai 68, les partis politiques et les organisations syndicales faisaient des affiches propres, conventionnelles. En Mai 68, ils ont inventé quelque chose de nouveau en mettant les moyens de communication au service d'une idée, d'une dénonciation, d'un projet, d'une idée sociale. C'était nouveau jusque dans la manière dont ils décidaient des sujets : l'assemblée générale validait le projet d'affiche qui était immédiatement réalisée et diffusée. C'était des affiches de percussion politique. On prend une gifle à chaque fois qu'on les regarde.

INFOS D'autres expositions sont présentées dans les centres socioculturels stéphanois : « Mai 68 à la une » du 16 avril au 26 mai à l'espace Georges-Déziré ; « Mai 68 », du 24 avril au 11 mai au centre socioculturel Jean-Prévost ; « Mai 68 : cinquante ans » du 2 au 18 mai au centre socioculturel Georges-Brassens. Un ciné-débat est organisé le 4 avril (lire p. 3).

Écrire l'impossible

L'écrivain stéphanois Claude Soloy a recueilli les mots de sa voisine Fateha Bizriche. Cette mère a perdu son fils en 2008, tué en cellule alors qu'il était incarcéré pour un délit mineur.



« **J**e faisais un tour des voisins dans le cadre du conseil citoyen, j'ai frappé chez Fateha. » Claude Soloy ne s'attendait toutefois pas à ce que cette porte s'ouvre sur un nouvel opus de son œuvre déjà conséquente : une vingtaine de romans, pour la plupart autoédités aux éditions du Krakoen et du Horsain. « Les stores étaient tout le temps baissés. On savait qu'il y avait eu un drame. J'ai frappé à la porte. J'ai d'abord été mal reçu. Fateha ne voulait parler à personne. Mais j'y suis retourné le soir. » Bien lui en a pris car, très vite, l'écrivain stéphanois deviendra le confident de Fateha Bizriche. Il la renommera Thela, « fontaine » en kabyle. Car Fateha pleure à n'en plus finir. « C'était le rien, le vide, le noir, la misère. J'étais prisonnière du chagrin », confie cette mère effondrée. Des eaux noires de Thela, Claude Soloy a tiré un récit déchiré, déchirant. « J'ai été

Afous, la main en kabyle, celui qui récupère les eaux de Thela, ses pleurs, les existences qu'elle n'a pas eues, ses accouchements. J'ai fait jouer ma part féminine. Je l'ai écrit au féminin. J'ai écouté ses silences. Je les ai entendus me parler, me dire des choses. J'entendais les paysages. C'est un moment d'écriture qui m'a bouleversé. J'ai pleuré en écrivant, en la voyant. »

Les eaux noires

Les eaux noires de Thela sont multiples. Elles coulent depuis la Kabylie natale. Mais surtout, elles coulent à n'en plus finir depuis une cellule de la maison d'arrêt de Rouen où, alors âgé de 26 ans, son fils Idir était en détention provisoire en 2008 pour une récidive d'alcoolémie au volant. Un délit mineur qui lui aura coûté la vie, assassiné par son codétenu. Idir ne sera jamais jugé. Son assassin non plus, reconnu « pénalement irresponsable ». L'État a quant à

lui été condamné pour les manquements de l'administration pénitentiaire qui ont conduit au drame.

« Recommencer à respirer »

Dévastée, volets clos, Thela-Fateha attendait. « J'attendais quelque chose, qu'il se passe quelque chose. Et Claude a frappé à ma porte. » Un an plus tard, à raison de deux rencontres par semaine, le livre a pris forme, mi-poème, mi-récit. « Mettre ces mots sur le papier m'a permis de mettre la douleur à distance, dit-elle. La douleur était là, à l'estomac. Maintenant elle est là, sur la table. C'est comme si je pouvais recommencer à respirer. »

L'auteur sera en dédicace au magasin Leclerc du Madrillet, samedi 17 mars, à partir de 14 heures. ■

EFFROI De Claude Soloy, sur une parole rapportée de Fateha Bizriche, éditions du Horsain, 15 €.